

<https://47.snuipp.fr/Alerte-sociale-intersyndicale>



Alerte sociale intersyndicale

- À suivre - Communiqués nationaux de la FSU -

Date de mise en ligne : vendredi 18 octobre 2024

Dernière mise à jour : 18 octobre 2024

Copyright © FSU-SNUipp 47 - Tous droits réservés

Après l'annonce brutale de 4000 suppressions d'emplois, la FSU a pris l'initiative de déposer une alerte sociale auprès de la ministre. Cette démarche oblige le ministère à entrer en négociations, à répondre dans les 72h, à publier un relevé de conclusions à destination de l'ensemble des personnels. La FSU a proposé cette initiative à toutes les organisations syndicales qui se sont associées à cette démarche unitaire.

La FSU avec toutes les organisations syndicales a été reçue par le cabinet de la ministre, le mercredi 16 octobre. Nous avons dénoncé le caractère brutal et injustifié des suppressions d'emplois, en montrant que la baisse démographique devait servir à améliorer les conditions de scolarité et les conditions de travail en créant de postes pour diminuer réellement les effectifs dans les classes.

Dans le premier degré, les 3155 suppressions de postes vont se traduire par des milliers de fermetures de classes et ne feront pas baisser la moyenne d'élèves par classe qui est actuellement à 21,3 (alors qu'elle est de 20,1 dans l'OCDE et 19,1 dans l'UE 25). Les créations de postes entre 2017 et 2022 ont servi à mettre en place les dédoublements en grande section, CP et éducation prioritaire mais n'ont pas permis de limiter à 24 le nombre d'élèves partout (28% des classes ont plus de 25 élèves). Dans le second degré, en 7 ans, 8865 postes ont été supprimés alors qu'il y avait 7741 élèves en plus. Il faut donc 10617 emplois supplémentaires pour retrouver le taux d'encadrement de 2017.

Nous avons rappelé que la France a les classes les plus chargées d'Europe en collège et que les classes sont aussi surchargées en lycée, rendant l'exercice de nos métiers très difficile. Nous avons aussi exigé que le budget comporte des mesures salariales sans contrepartie pour tous les personnels, alors que rien de nouveau n'est prévu pour 2025. La FSU a rappelé que le Pacte n'est pas de la revalorisation mais une charge de travail supplémentaire.

Alors que l'École est à un point de bascule, le budget 2025 est une provocation qui va la précipiter dans une crise sans précédent.

Le cabinet de la ministre a minimisé les suppressions d'emplois en affirmant que « cela aurait pu être pire » ! Inaudible au regard de nos conditions d'exercice et de l'effet prévisible des suppressions d'emplois. L'entourage de la ministre s'est aussi vanté du bilan de la politique éducative de ces dernières années, affirmant par exemple que les conditions de travail des AESH s'étaient améliorées, ce qui a suscité nos vives protestations !

Face à nos interventions, le cabinet a fini par confirmer que la porte était encore ouverte sur les créations d'emplois en renvoyant vers le débat budgétaire. Il a aussi annoncé la reprise des discussions sur les questions de carrières ou de conditions de travail mais sans jamais répondre sur le cadre budgétaire possible.

A la sortie de la réunion, l'intersyndicale a dénoncé les informations diffusées dans la presse par le ministère qui ne correspondent pas à ce qui a été dit aux organisations syndicales pendant la réunion, notamment en termes de propositions nouvelles du ministère sur les salaires, les emplois ou les conditions de travail.

Pour la FSU, les réponses du ministère ne sont pas satisfaisantes. Elle appelle à amplifier le travail d'information autour des questions de budget pour préparer de larges mobilisations. Elle interpellera les parlementaires, hors

Alerte sociale intersyndicale

extrême-droite, pour les alerter sur l'état du budget de l'École et la nécessité d'y apporter des améliorations.